



## Arrêt

**n° 54 220 du 11 janvier 2011**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile.**

### **LE PRESIDENT DE LA IIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 25 septembre 2010 par X, qui déclare être de nationalité congolaise, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, et à l'annulation de la décision de refus de visa prise à son égard le 16 septembre 2010.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'arrêt n° 48 597 du 27 septembre 2010 ordonnant la suspension de l'exécution de la décision attaquée.

Vu l'ordonnance du 20 décembre 2010 convoquant les parties à l'audience du 10 janvier 2011.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me TENDAYI loco Me C. KAYEMBE-MBAYI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. VAILLANT loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1. Les rétroactes ont été exposés dans l'arrêt n° 48 597 du 27 septembre 2010 ordonnant la suspension d'extrême urgence de l'exécution de la décision attaquée.

2. Par courrier du 29 septembre 2010, la partie défenderesse a été informée des conditions prescrites pour poursuivre la procédure engagée à l'encontre de la décision attaquée, ainsi que des sanctions prévues par l'article 39/82, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, en cas d'inobservation de ces conditions.

Aucune demande de poursuite de la procédure n'a été transmise dans le délai imparti. Conformément à l'article 39/82, § 5, de la loi précitée, le Conseil peut dès lors annuler l'acte dont la suspension a été ordonnée.

3. Par courriers du 3 novembre 2010, les parties ont été informées que le Conseil allait statuer sur l'annulation de l'acte attaqué et qu'elles disposaient d'un délai de huit jours pour demander à être entendues.

Dans un courrier daté du 9 novembre 2010, la partie requérante a manifesté son intention de poursuivre la procédure d'annulation de l'acte attaqué.

Bien qu'il n'y ait pas d'indication de la volonté formelle de la partie requérante d'être entendue, le Conseil estime que celle-ci se déduit implicitement de sa demande de poursuivre la procédure.

4. Comparissant à l'audience du 10 janvier 2011, la partie requérante s'en tient pour l'essentiel aux termes de sa requête, soulignant le caractère impersonnel de la motivation de l'acte attaqué et la stigmatisation qu'elle risque d'engendrer à l'égard des artistes congolais sollicitant un visa pour se produire en Europe.

La partie défenderesse soulève quant à elle la question de l'intérêt actuel au recours dès lors que la demande de visa concernait un spectacle prévu pour le 9 octobre 2010 et que l'annulation éventuelle de l'acte attaqué ne pourrait en tout état de cause plus avoir de conséquences utiles pour la tenue dudit spectacle.

La partie requérante confirme quant à elle que le spectacle projeté n'a pu avoir lieu sans que cela entraîne un préjudice matériel ou financier, mais souligne que l'annulation demandée permettra de sanctionner la manière, dénoncée dans son recours, dont la partie défenderesse a rejeté sa demande de visa.

## 5. Discussion

Il convient d'examiner, avant même d'envisager une éventuelle annulation de l'acte attaqué en application de l'article 39/82, § 5, de la même loi et de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, du Règlement de procédure du Conseil, si cette annulation peut encore actuellement procurer un avantage à la partie requérante.

Conformément à l'article 39/56, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers, les recours visés à l'article 39/2 peuvent être portés devant le Conseil « *par l'étranger justifiant d'une lésion ou d'un intérêt* ». Cette disposition, qui s'inspire directement de l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, traduit la volonté explicite du législateur d'élaborer une procédure devant le Conseil « *qui s'aligne autant que possible sur celle du Conseil d'Etat* », ce qui présente notamment l'avantage « *d'interpréter les différents notions et concepts de droit sur la base de ceux du Conseil d'Etat – qui est d'ailleurs le juge en cassation du Conseil du Contentieux des Etrangers* » (Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, pp. 116 et 118). A cet égard, il convient de souligner que l'intérêt à agir ainsi exigé dans le chef de la partie requérante consiste, de manière générale, dans l'amélioration de sa situation individuelle qui résulterait de l'annulation demandée. Cet intérêt, qui doit être personnel au requérant, doit non seulement exister au moment de l'introduction du recours mais également persister tout au long de l'instance et jusqu'au prononcé de l'arrêt (voir en ce sens : M. LEROY, *Contentieux administratif*, quatrième édition, Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 510 et ss ; J. VANHAEVERBEEK, *Les procédures particulières au contentieux des étrangers devant le Conseil d'Etat*, Bruxelles, La Charte, 2005, pp. 17 et ss).

En l'espèce, le Conseil relève qu'une annulation formelle de la décision attaquée serait dépourvue de tout effet utile pour la partie requérante eu égard au but poursuivi par sa demande de visa, à savoir la tenue d'un concert prévu à Paris le 9 octobre 2010. Ce spectacle n'ayant finalement pas eu lieu sans que cela entraîne des conséquences matérielles ou financières dans le chef de la partie requérante, il en résulte que cette dernière n'a plus d'intérêt suffisant à son recours, le seul souci général de prévenir, par la voie d'un éventuel arrêt d'annulation, toute stigmatisation dans le traitement des demandes de visa introduites par des artistes congolais, ne pouvant suffire à lui conserver un intérêt personnel et actuel à l'annulation.

Il y a dès lors lieu de rejeter la requête en annulation.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>.**

La requête en annulation est rejetée.

**Article 2.**

La suspension de l'acte attaqué, ordonnée par l'arrêt n° 48 597 du 27 septembre 2010, est levée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze janvier deux mille onze par :

M. P. VANDERCAM, président de chambre,

Mme A. P. PALERMO, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

P. VANDERCAM